

# « La vision des Suisses sur la biodiversité est biaisée. »

TEXTE NATHALIE MONTES — PHOTOS SAMANTHA KELLER

**E**n Suisse, entre la douceur des lacs, la puissance des montagnes et la richesse des campagnes, la nature semble être partout. D'ailleurs, « la nature est si belle que peu de citoyens sont conscients de la gravité de la situation environnementale », déplore le scientifique et professeur en évolution des écosystèmes et paysages aux instituts de l'ETH Zurich et du WSL, Loïc Pellissier.

**Loïc Pellissier, la Suisse, pays de lacs et de montagnes, est-elle concernée par le déclin des espèces vivantes ?**

Autant les politiciens que le grand public voient la Suisse comme un pays où la biodiversité se porte bien. Malheureusement, la nature demeure relativement bien préservée uniquement en haute altitude où l'absence de pression liée aux activités humaines telles que l'usage de pesticides, d'engrais chimiques ou de la mécanisation fait qu'il reste des refuges de biodiversité. En revanche, en basse altitude, où l'on devrait recenser le plus grand nombre d'espèces, on constate le déclin le plus marqué. Pourtant, le climat y est plus favorable, notamment dans les prairies, propices à l'accueil des insectes et des plantes. Ce

phénomène est directement lié à la perte d'habitat : perte des milieux humides, disparition des prairies sèches non exploitées de manière intensive. Il semble que peu de gens perçoivent l'urgence alors que l'impact de notre utilisation du sol sur la biodiversité est en moyenne très élevé. On mentionne souvent le changement climatique comme cause de l'érosion de la biodiversité. Bien que cela accentue le problème, du point de vue des faits historiques, le plus impactant est la perte des milieux naturels. C'est le facteur majeur de la disparition des espèces.

**De quand datent la perte d'habitat et le déclin de la biodiversité suisse ?**

Même si les changements d'utilisation du territoire ont commencé d'augmenter au 18<sup>e</sup> siècle, une

accélération s'est produite pendant et après la Seconde Guerre mondiale, afin d'assurer l'approvisionnement. La Suisse a souhaité devenir plus indépendante du point de vue alimentaire et a poussé l'agriculture à produire plus. De nombreuses subventions ont été versées aux exploitants agricoles pour les encourager à augmenter la rentabilité de leurs champs. Cette volonté a enclenché des remaniements fonciers dans le but d'organiser de grandes parcelles plus facilement exploitables, ainsi qu'un drainage de nombreux milieux aquatiques pour étendre les terres agricoles sur ces milieux, considérés comme « non productifs ». Les exploitants agricoles ont alors commencé à retirer les pierres dans les champs, supprimer les haies, enlever les buissons où encore drainer les milieux humides. Cette disparition ●●●

« Il semble que peu de gens perçoivent l'urgence alors que l'impact de notre utilisation du sol sur la biodiversité est en moyenne très élevé. » — Loïc Pellissier



Dr Loïc Pellissier, scientifique et professeur en évolution des écosystèmes et paysages à l'Institut des écosystèmes terrestres (ETH Zurich) et à l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL) photographié aux alentours de son bureau de travail de Zurich.

••• des microstructures a enclenché le déclin des espèces vivantes. Puis, avec la «révolution verte» sont arrivés la mécanisation, les nouveaux engrais et pesticides de synthèse, qui ont accru la productivité des champs. Les insectes ont commencé à disparaître non seulement en diversité, mais également en biomasse. Une perte scientifiquement reconnue aujourd'hui comme responsable de la disparition d'une multitude d'espèces d'oiseaux nicheurs de basse altitude qui se nourrissaient de ces insectes. Cela agit sur les niveaux trophiques – ensemble des chaînes alimentaires d'un écosystème – et conduit à des pertes en cascade dans divers espaces qui sont reliés sans que ce soit perçu de manière évidente.

### **Avec ses 1500 lacs, la Suisse préserve-t-elle au moins les milieux aquatiques ?**

En Suisse, 58 % des espèces de poissons sont inscrites sur la liste rouge de l'UICN (*Union internationale pour la conservation de la nature*; en anglais IUCN) et 14 % sont complètement éteintes. Au niveau mondial, c'est en eau douce que l'on constate le plus fort déclin de la biodiversité. Et parce que l'on parle beaucoup d'énergie en ce moment, pour assurer une plus grande indépendance dans l'approvisionnement énergétique, avec les propositions de créer des centrales solaires et aussi d'augmenter le nombre d'exploitations sur les cours d'eau, le débat se resserre. La production énergétique comporte ainsi un danger pour la biodiversité. On sait que, par exemple, les installations des barrages sur le Rhône et le Rhin ont empêché les espèces migratrices de vivre leur cycle en remontant les

cours d'eau pour se reproduire. Fort de ce constat, on met en place maintenant des mesures comme les passes à poissons pour permettre la remontée de ces animaux. De plus, la loi impose de garder un volume d'eau minimum dans les rivières de montagnes. Malgré ces efforts, une lutte ininterrompue se joue entre les défenseurs de la biodiversité et les milieux politiques et exploitants énergétiques. En effet, alors que des lois ont été instaurées en 2011 pour imposer la protection de ces volumes d'eau, le débat politique revient sur ce sujet du fait du besoin énergétique actuel, évoquant l'urgence d'ajouter des installations hydroélectriques et d'utiliser au maximum leur potentiel. Il est nécessaire de mettre en place des mesures pragmatiques qui permettent un approvisionnement énergétique fiable tout en maintenant la biodiversité dans notre pays.

### **Quelles mesures politiques pourraient rendre de l'espace à la nature ?**

Plusieurs actions de promotion des infrastructures écologiques, comme la mise en réseau de parcelles intéressantes, de connectivité de circulation animale par-dessus des routes, et d'autres idées sont mises en œuvre afin de favoriser la biodiversité. Je fais partie du *Forum Biodiversité Suisse*, une section de l'*Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT)*. Notre rôle est d'informer les décideurs sur la nécessité d'améliorer la législation en faveur de la biodiversité. Avec des journées de rencontre entre la communauté scientifique et les responsables politiques, le dialogue se met en place, mais établir une relation de confiance pour des échanges constructifs

prend du temps. Alors que la sensibilisation de la population se fait progressivement, les décisions, en revanche, tardent à être prises. Pourtant, la Suisse a fait partie des premiers pays en Europe à avoir créé un parc national (Le Parc National Suisse, en Engadine), en 1914. Depuis, il manque des prises de décisions ambitieuses pour augmenter nos efforts de protection. La biodiversité a besoin d'être protégée sur de plus grandes surfaces. Actuellement, moins de 15 % des surfaces naturelles de la Suisse sont sous protection, ce qui est bien en dessous des moyennes de nos voisins européens. L'objectif de protection international vise un minimum de 30 % des surfaces naturelles protégées en faveur de la biodiversité. Un long chemin est nécessaire pour atteindre ce but.

### **Qu'en est-il du travail des organisations environnementales ?**

De nombreuses associations et fondations font un travail remarquable en Suisse en faveur de la biodiversité. *ProNatura*, au-delà de son travail informatif, protège par exemple divers milieux en achetant des terrains ou en collaborant directement avec les communes dans cette optique. Cette association, dont je suis d'ailleurs membre, agit dans tous les cantons pour protéger les milieux importants. Le *WWF*, avec son réseau international, dirige un grand nombre de programmes de conservation de la grande faune et permet de nous informer sur les impacts des activités économiques de la Suisse au-delà de nos frontières. La Suisse doit prendre conscience de son rôle à jouer au niveau international. Du



Parmi les 19 espèces<sup>2</sup> d'amphibiens qui séjournent dans les contrées helvétiques, 12 figurent sur la Liste Rouge de l'organisation UICN. Face à ce déclin, le canton d'Argovie a promu la création de plus de 400 gouilles dans lesquelles les animaux peuvent se reproduire. Une solution qui a incité dans cette zone le repeuplement de 10 des 12 espèces en danger.

côté des entités gouvernementales, l'OFEV (*Office Fédéral de l'Environnement*) a un rôle important qui consiste à synthétiser les informations scientifiques et à mieux informer le milieu politique afin de proposer des initiatives, lois et mises en œuvre concrètes. Malgré tout, la prise de conscience et les décisions en faveur d'une législation qui protège la biodiversité à une échelle suffisante se font attendre. Si l'on fait toujours passer la priorité économique comme prétexte pour ne pas agir en faveur de la nature, les pertes vont se poursuivre dans une mesure d'une gravité irréversible.

### **En tant que citoyen, comment agir à titre individuel ?**

En Suisse, avec le système de la démocratie directe, nous pouvons nous fédérer pour influencer la vie politique. En novembre dernier (2022), nous avons été 86 scientifiques à signer un appel avant la révision de la *LPN (Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage)* pour demander aux politiciens de ne pas sacrifier

la biodiversité. Quant aux gestes individuels, dans le canton d'Argovie, une étude<sup>3</sup> a été réalisée sur les vingt dernières années, avec la création d'un réseau de nouveaux étangs pour les batraciens. On constate que le déclin des espèces a fortement ralenti, et a même permis une augmentation des effectifs de certaines espèces, et ceci malgré la fragmentation des milieux qui existe toujours (routes, agriculture intensive, etc.) Si les citoyens ont de l'espace vert, l'idéal est de le rendre à la nature en mettant des structures favorables à la biodiversité telles que des tas de pierres ou de feuilles, des haies champêtres, des fleurs, des plans d'eau, etc. Cela a un véritable effet. J'habite à Zurich où, avec ce genre d'actions concrètes, le retour progressif d'une biodiversité est déjà visible. Si tout le monde s'y met, à travers ce que l'on appelle une mise en réseau, alors l'effet bénéfique sur les populations animales et végétales deviendra concret et contribuera à inverser la tendance.

ele.ethz.ch  
www.wsl.ch